

RÉSISTANCE SOCIALE

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

SOMMAIRE

Solidarité Internationale – p2

Infos du Parlement européen
(par J.HENIN) – p2

Non au productivisme, oui à
la productivité
(par A. GELY) – p3

Services publics, vision
d'avenir ?
(par M. BACHE) – p4

Préparation des Etats
Généraux pour le service
public
(par P. KERDRAON et
J.C. CHAILLEY) – p5

24 juin : communiqué
commun CFDT, CGT, FSU,
Solidaires, UNSA – p6

Réform des retraites :
communiqué de Résistance
Sociale – p7

Le mot de la présidente

Le mois dernier a été marqué par deux événements que je veux relever. D'abord, le succès du deuxième Printemps des services publics, organisé par le Collectif Paris – Ile-de-France pour la défense et le développement des services publics dont Réso fait partie. Nous avons tenu un stand qui a beaucoup été visité et nous ne pouvons que souhaiter que des initiatives parallèles se tiennent dans les autres régions, dans le cadre, par exemple, de la préparation des Etats Généraux des Services Publics.

Ensuite, le succès, également, de la manifestation intersyndicale du 27 mai, ayant pour thème principal la défense des retraites. Un million de personnes dans la rue, à travers toute la France, ce n'est pas rien. Et cela n'a pas échappé au gouvernement qui continue son entreprise de minimisation de la protestation et qui utilise des médias complaisants pour une campagne publicitaire honteuse visant à la fois à culpabiliser les salariés et à imposer dans les têtes de fausses évidences entraînant de fausses – et mauvaises – solutions. Je vous renvoie au texte publié dans le numéro de janvier 2010 de Réso intitulé « 7 contre-vérités ». Prochain rendez-vous le 24 juin !

Et malgré des interprétations fantaisistes des journalistes, les sondages sont clairs : les solutions proposées par le gouvernement sont rejetées par au moins ¾ des Français. Lesquels avancent leurs propres solutions : taxer le capital et les spéculateurs (74 %) ; augmenter les impôts des plus riches (82 %) et supprimer le bouclier fiscal (68 %).

Pendant ce temps, les plans de rigueur continuent leurs ravages à travers l'Europe : la Lituanie (qui croit remédier à la morosité ambiante par le défilé de poupées Barbie), la Roumanie, la Grèce mais aussi l'Espagne et le Portugal. Sans oublier l'Allemagne, la Grande Bretagne et la France, ni le Danemark. Partout la recette est la même : réduction du déficit public (traduction : moins de fonctionnaires, moins de services publics, moins d'aides sociales...), augmentation d'impôts (pas pour les plus riches, par exemple on ne touche pas au bouclier fiscal français), dépeçage des services publics survivants, généralisation des taxes, hausses des prix et gels des salaires (et même baisse dans certains cas). Partout, ces plans engendrent un même rejet de la population avec des manifestations ou autres formes de mobilisations importantes.

Si les citoyens sont si nombreux à refuser les plans catastrophes, c'est qu'ils ne croient en rien que cela apportera une solution à leurs problèmes. Au contraire, ils pensent – et ils ont bien raison – que cela aura un impact négatif sur l'emploi et qu'on en profitera pour baisser les retraites. Chacun voit bien que cette révolution conservatrice qui s'étend à toute l'Europe, avec la complicité de dirigeants qui se disent socialistes comme Monsieur Papandréou, président de l'Internationale Socialiste, a, avant tout, pour objectif de permettre aux banques de se refaire une santé sur le dos des citoyens. Et, tant pis, si ça a pour conséquence une montée de l'extrême droite, comme au Danemark.

Pendant ce temps, les partis politiques, en France, préparent les futures élections présidentielles.

J'ai déjà eu l'occasion de dire qu'à Réso, cette élection, qui a tué la gauche de projet, n'avait guère nos faveurs. Cependant, si nous saisissons tous cette occasion pour interroger les candidats potentiels sur les sujets ci-dessus évoqués ? Ce serait un bon critère de sélection, non ?

Un dernier mot : laisserons-nous la commission européenne casser la SNCF comme elle a cassé la Poste ? Voilà qui mériterait une vraie mobilisation politique, syndicale et ... unitaire !



Le bulletin Résistance Sociale est
une publication
de RESO, association loi 1901

Siège social :
121 avenue Ledru Rollin
75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet :
www.resistancesociale.fr
Courriel :
webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice
de la publication :
Marinette BACHE

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Par Emilie KERDUJAL

ALLEMAGNE

Suppression de 15 000 postes de fonctionnaires ; plan d'austérité qui comprend des coupes sombres dans les budgets sociaux : allocations familiales allocations chômage, aide au logement.

ROUMANIE

le FMI recommande une cure d'austérité avec, entre autres, une baisse de 25 % du salaire des fonctionnaires, une baisse de 15 % des retraites et des allocations chômage, une hausse de 19 à 24 % de la TVA et une hausse des impôts de 16 à 20 %.

GRANDE BRETAGNE

Plan de suppression d'emplois de 72 500 fonctionnaires par le nouveau gouvernement conservateur de David Cameron.

PORTUGAL

Les salariés portugais sont descendus massivement dans la rue le 29 mai dernier pour protester contre les mesures d'austérité annoncées par le gouvernement socialiste.

ESPAGNE

Le 8 juin, grève massive des fonctionnaires contre le plan d'austérité annoncé par le gouvernement socialiste de Monsieur Zapatero.

GRECE

Annnonce de la privatisation de la poste grecque d'ici trois ans par le gouvernement socialiste de Monsieur Papandréou.

CHINE

Foxconn (sous-traitant des grands de l'électronique : Apple, Dell, Sony, Hewlett-Packard) double le salaire de ses employés à Shenzhen et augmente de 20 % à 30 % ceux de ses ouvriers du Sud de la Chine. Ceci après une vague de suicides. Dès l'annonce de cette mesure, le cours de l'action a baissé de 6 %,... bien normal, quand même ! Passer le salaire d'une partie des ouvriers de 110 euros à 245, c'est dur pour le revenu des actionnaires. Alors, pour avoir droit à cette augmentation, il faudra subir un test d'évaluation de 3 mois. Lutter contre les tendances suicidaires, vraiment ?

INFOS DU PARLEMENT EUROPÉEN

Une fois encore le parlement pousse à la libéralisation forcée du rail...

Par Jacky HENIN, député européen, membre du Conseil national du PCF

Dans un rapport d'initiative intitulé : « *Mise en œuvre des directives du premier paquet ferroviaire* ».

Le rapport du parlement affirme, une nouvelle fois sans le prouver, que seule la libéralisation totale du rail est le moyen de développement des transports ferroviaires.

Et ceci alors même que de nombreux exemples montrent que les dispositions prises, par le premier paquet ferroviaire ne font que compliquer les coopérations, poussent à la guerre des compagnies ferroviaires, tirent à la hausse les prix des transports et réduisent les investissements pour la sécurité.

Le rapport non seulement ne demande pas une évaluation objective et pluraliste des conséquences réelles de ces libéralisations sur la réalité des transports ferroviaires mais appelle à la mise en œuvre rapide et complète du premier paquet.

Tout montre au contraire, que tant du point de vue des salariés que des usagers, sur les tarifs, la ponctualité, le maillage en lignes bien entretenues et le haut niveau d'investissement pour la sécurité et l'innovation technique, la libéralisation, visant uniquement à la rentabilisation financière accroît les difficultés du secteur plutôt qu'elle ne les résout.

Pas un mot dans ce rapport sur les causes réelles des difficultés du rail; c'est-à-dire la concurrence faussée des transports routiers, l'absence de politique ambitieuse pour les salariés et pour les usagers.

La disparition du secteur public dans ce domaine produit chaque jour des effets néfastes pour ce qui est et doit être une des premières des préoccupations des pouvoirs publics : assurer par le développement du rail, à la fois la libre circulation des personnes et des marchandises mais aussi assurer la soutenabilité des transports. Au nom de notre groupe GUE/NGL, nous ne pouvons apporter notre soutien à une telle vision unilatéralement ultra libérale.

Il est plus que temps de changer de direction et d'affirmer haut et fort le besoin pour l'Europe de redevenir maître de sa politique des transports et de promouvoir un haut niveau de service public dans ce domaine.

Une politique qui appelle la coopération et non la guerre financière, dont hélas, nous ne savons que trop où elle nous conduit...

C'est tout le sens de l'action des députés du groupe GUE/NGL. Les salariés peuvent compter sur leur soutien dans toutes les actions à venir pour préserver et développer l'avenir du rail en Europe.

PLACE AU DÉBAT

Non au productivisme, oui à la productivité

Par Alain GELY

Ce texte, rédigé à l'origine en février 2008 et actualisé, a été réalisé à l'occasion de la création du Mouvement Politique d'Education Populaire (M'PEP).

La mondialisation financière est censée permettre une meilleure efficacité économique, des gains de productivité, grâce au libre-échange et à ce que les économistes appellent « l'allocation optimale des ressources », c'est-à-dire le principe selon lequel les matières premières, le travail humain et les capitaux iraient « là où il faut ». C'est très loin d'être prouvé. Ce qui est vrai, c'est qu'il existe d'immenses possibilités de progrès de productivité à l'échelle de la planète, soit en produisant plus de biens et de services utiles aux populations, tout en diminuant l'« empreinte écologique », soit en consommant moins de matières premières et en limitant les gaspillages, soit encore en soulageant la peine des hommes et des femmes par une diminution des travaux pénibles et dangereux. Il est vrai, aussi, que les progrès techniques offrent des possibilités encore accrues, par exemple en matière d'éducation, en limitant des transports de marchandises ou en évitant des déplacements inutiles de personnes. Ce qui est faux, c'est que l'on puisse espérer ces progrès par le jeu de la mondialisation financière et du libre-échange. Pourquoi ?

D'une part, parce que les progrès de productivité que constatent les statistiques officielles sont pour une bonne part fallacieux : la production et l'investissement, la croissance du Produit Intérieur Brut mondial, sont moins orientés vers le développement humain (éducation, santé, alimentation...) que vers les désirs de ceux qui forment la « demande solvable », c'est-à-dire principalement les plus nantis. Accepter cela, c'est faire un choix politique pour maintenir et aggraver les inégalités.

D'autre part, parce que la spéculation financière et la priorité absolue à la « valeur pour l'actionnaire » sont profondément destructeurs, contradictoires avec le souci de l'efficacité économique à long terme, puisque cette « efficacité durable » se fonde sur l'investissement, la recherche et la formation. Enfin, parce que les décisions politiques de libéralisation qui ont suscité la mondialisation ignorent les dégâts subis par les travailleurs et par l'environnement du fait d'un productivisme dévoyé.

Pour y voir clair, il faut surtout ne pas confondre productivité et productivisme. Quand on parle de productivité, on pense en général à la productivité du travail. La définition simple en est la suivante : c'est le rapport entre une quantité produite (Q) et la quantité de travail (W) qui a été nécessaire pour cette production. Par exemple : si deux agriculteurs ont produit deux mille quintaux de blé en une année, la productivité du travail (Q/W) est de $2000/2 =$ mille quintaux par personne et par an.

En fait, il vaut mieux parler ici de « productivité apparente du travail ». Pourquoi ?

Imaginons que ces deux agriculteurs se procurent des semences qui, grâce aux recherches agronomiques, seront mieux adaptées au climat et au sol de leur pays. Ils pourront, avec exactement le même travail, obtenir par exemple trois mille quintaux au lieu de deux mille. Leur productivité apparente sera de mille cinq cent quintaux par personne et par an, soit 50 % de mieux. Mais ce progrès sera imputable au travail d'autres personnes, en l'occurrence les chercheurs et les entreprises qui leur ont fourni les semences, les conseillers agricoles qui leur ont signalé leur existence et appris à les

utiliser. On pourra aussi obtenir une production identique avec moins de travail si on remplace, par exemple, le cheval de trait par un tracteur qui permettra à un agriculteur seul de produire deux cents quintaux en une année. Le gain de productivité sera alors imputable, en fait, aux ingénieurs et aux ouvriers qui ont produit le tracteur et à ceux qui ont formé le paysan à son utilisation. Ce qui peut être mis en rapport avec le travail de l'agriculteur, pour calculer sa productivité, ce n'est pas sa production mais la « valeur ajoutée » apportée par son travail. Pour calculer cette valeur ajoutée, il faut au moins soustraire de la production les matières premières qui ont été utilisées et en déduire aussi une estimation de l'usure du capital (par exemple : le cinquième de la valeur du cheval de trait que l'on aura tué à la tâche en cinq ans...)

On le voit à partir de cet exemple : **la productivité n'est pas une notion individuelle ; elle s'inscrit dans le cadre d'une société ; elle constitue une aspiration fondamentale et légitime.** Si l'on s'en tient au calcul simple que nous venons de faire, il s'agit en effet de produire une plus grande quantité ou une meilleure qualité avec autant de travail, d'outils et de matières premières ou encore de produire autant en économisant ces « facteurs de production ».

Alors pourquoi est-on parfois amené à regretter ou à critiquer le principe même des gains de productivité ? Il peut y avoir plusieurs raisons :

- parce que, si la croissance est limitée, les gains de productivité risquent de s'exercer au détriment de l'emploi ; mais la malédiction, ici, ne réside pas dans les gains de productivité ; **ce qui est critiquable, c'est surtout la politique économique et financière d'austérité qui limite la croissance et l'empêche de se déployer vers des besoins sociaux non satisfaits, pourtant immenses** ; ce qui est critiquable, ce n'est pas la productivité mais le choix politique de laisser le chômage s'installer, comme on l'a fait en France en 1983 et depuis ;

- parce que l'on constate des « dégâts du progrès » sur la santé des travailleurs et sur l'environnement (pollution, atteintes à la biodiversité, épuisement de ressources naturelles...) ; mais ces dégâts, bien réels, ne sont nullement un résultat inéluctable des progrès scientifiques et techniques ; ils résultent de choix politiques et sociaux « productivistes » qui privilégient la production pour la production, une croissance économique aveugle ; l'action de l'État (information, réglementation, éducation, taxes, politique des revenus...) et un calcul économique plus intelligent, tenant compte de ces « inconvénients de la production » peuvent y remédier ;

- parce que la notion abstraite de productivité s'applique mal aux biens intangibles et aux services ; il est vrai que la production nationale (mesurée par le PIB ou par le PNB) met dans le même sac des « productions » très différentes de biens et de services ; il est vrai aussi que ces calculs reposent sur des conventions parfois contestables et donnent une place déterminante à l'économie monétaire ; ceci doit inciter à **se fixer des objectifs de développement humain comme centraux** (espérance et qualité de vie, notamment) et à ne considérer la productivité que comme un moyen du développement humain et non pas comme une fin en soi.

PLACE AU DÉBAT

Services publics, vision d'avenir ?

Par Marinette BACHE

Vous trouverez ci-dessous une réponse à l'une des questions posées à l'occasion de la journée des services publics du 29 mai à Paris.

La question est intéressante mais elle n'appelle pas pour moi à envisager l'avenir sans faire appel à la mémoire, sans voir d'où on vient, comment ça s'est passé et pourquoi.

Les services publics tels que nous les pensons aujourd'hui sont issus des travaux du Conseil national de la Résistance et également, on le dit moins, de la pensée du Front Populaire.

Que voulait-on en 36 comme en 45 ? On voulait reconstruire le pays, certes ! Mais on ne voulait pas le reconstruire n'importe comment. On privilégiait la satisfaction des besoins de tous – éducation, transports, santé, poste et téléphone mais également sécurité sociale et retraites, ... - ce ne sont que des exemples qui ont été définis comme des besoins auxquels il fallait répondre pour tous les citoyens.

En 36 comme en 45, ce n'est pas aux entreprises privées qu'on a demandé de répondre à ces besoins (il faut dire qu'en 45, des capitalistes qui n'avaient pas trempé dans la collaboration, on aurait eu du mal à en trouver). Mais, au-delà, à ces périodes, on comprenait bien que pour satisfaire aux exigences d'égalité, de continuité, de citoyenneté, il fallait instituer des services publics.

Ainsi, successivement, ont été mis en place l'école publique, la SNCF, les hôpitaux publics, les PTT, etc. afin de permettre à tous, quelle que soient l'appartenance sociale ou géographique, d'avoir accès à l'éducation gratuite, mais aussi de pouvoir se déplacer ou téléphoner, envoyer du courrier à un prix raisonnable grâce au système de la péréquation ou d'avoir accès à des soins hospitaliers sur l'ensemble du territoire national grâce au financement public des hôpitaux publics.

En soulignant tout cela, je ne veux pas paraître comme nostalgique d'un passé avec un improbable âge d'or des services publics, je veux rappeler pourquoi les services publics ont été mis en place, au service de quoi et de qui.

Et parce qu'on s'était bien rendu compte à l'époque que le privé n'était pas apte à répondre à ces besoins. Parce que – il est banal de le dire mais ça n'ôte rien à cette vérité – le privé préférera toujours l'intérêt de ses actionnaires (il est fait pour ça) à la pensée sur le long terme qui inclut certes l'investissement mais aussi la maintenance (un exemple : l'état des chemins de fer britanniques privatisés). Le privé ne s'intéressera donc pas non plus aux lieux où il n'y a pas de bénéfices à faire. Je m'explique. Si un opérateur téléphonique national a permis que la France soit entièrement reliée par le téléphone dans les années 60, la concurrence des opérateurs mobiles d'aujourd'hui fait qu'à Paris on est au réseau de 3^{ème} génération tandis que sur certaines parties rurales de notre territoire, on ne capte toujours pas.

Car qu'a-t-on fait ces dernières années où l'idéologie libérale avait tout envahi :

- on a privatisé officiellement ou sournoisement ;
- on n'a pas créé de nouveaux services publics sur de nouveaux besoins ;
- on casse de l'intérieur (par la RGPP, la diminution des effectifs) les missions des services publics ;
- on les casse de l'extérieur en les confrontant à la « concurrence libre et non faussée », alors qu'ils n'ont même pas les moyens de se placer dans la concurrence puisqu'on leur confie les missions non rentables, que le privé évidemment n'assume pas.

Alors les services publics, vision d'avenir ? Eh bien tout simplement cela dépend de la vision d'avenir que nous avons de notre société. Car les services publics ne sont qu'un moyen, un outil au service d'un projet.

Si je soutiens les services publics, c'est qu'ils sont un outil au service à la fois de l'égalité et de la solidarité. Si, avec Réso, que je représente ici, nous avons soutenu toutes les mobilisations (par exemple de l'AP-HP, dont je suis issue), c'est qu'il n'y a pas mieux en Ile-de-France que cet hôpital public pour, à la fois, mener une recherche de haut niveau et investir sur l'avenir et être, en même temps, un hôpital de proximité qui accueille chacun, quelle que soit sa position sociale ou financière.

Et si Sarkozy et Bachelot cassent l'AP-HP, c'est qu'ils ont une autre conception que moi de la société. C'est qu'ils savent que la santé peut être un marché, un marché qui rapporte aux actionnaires des cliniques privées et qu'il faut pour cela étrangler l'AP.

Deux modes de sociétés s'affrontent : celui d'une société solidaire et efficace et celui de la marchandisation et du rapport, du retour immédiat sur investissement.

Un exemple que je vis hebdomadairement, le logement. On dit que c'est un droit. Et le gouvernement actuel, qui vit dans la communication, a inventé le droit opposable au logement. Une blague insultante. Que dois-je dire à tous ces gens qui viennent me voir à ma permanence d'élue ? Que leur droit est virtuel ? Qu'il n'y a pas de service public du logement pour satisfaire leur droit ? Oui, DALO sans l'outil du service public, c'est du vent.

Un autre exemple : la nécessité d'un service public de la petite enfance. Avec ses difficultés – que je ne nie pas – il existe en zone urbaine (quelquefois délégués, hélas, et même si les crèches de la ville de Paris ne sont pas parfaites, je les préférerais toujours à des délégations de services publics accordées à des multinationales de la petite enfance aux dirigeants fort bien payés et aux personnels exploités), mais dans les zones rurales elles sont quasi inexistantes.

Le service public c'est aussi l'égalité territoriale.

Un exemple à l'autre bout de la vie, avec la nécessité d'un service public de la dépendance, pour entre autres le grand âge. Ce serait, là encore, lutter activement contre la marchandisation de la société car dans ce domaine aussi les libéraux ont trouvé un marché. Ethique, égalité et simple décence n'en sont pas le cœur.

Je continue dans les exemples. Le secteur des assurances est totalement privatisé. Il s'attaque avec agressivité au fromage que constitue la protection sociale, sanitaire, le handicap, la dépendance.

Ne croyez-vous pas que la réponse est aussi dans le service public ? Et les ressources rares comme l'eau ? Ne serait-il pas temps de la remettre totalement dans le service public dans le cadre d'un monopole ? Ce serait à la fois la mise à disposition de tous, à un prix raisonnable, mais aussi un gage de gestion non soumise aux impératifs du marché et une protection de l'avenir.

J'arrête là les exemples. Je répète le fond de ma pensée : c'est le type de société que je souhaite et pour laquelle je me bats, c'est donc ma vision d'avenir qui m'impose les services publics.

PLACE AU DÉBAT

Préparation des Etats Généraux pour le service public

Par Pierre KERDRAON et Jean-Claude CHAILLEY

Le samedi 5 juin, afin de faire le point sur la préparation des Etats Généraux pour le service public, se sont réunis à Paris une cinquantaine de délégués représentant les comités départementaux et locaux de défense et de développement des services publics, mais aussi les organisations politiques, syndicales et associatives soutenant l'initiative, comme Résistance Sociale.

Dans une ambiance studieuse, les délégués ont fait part des initiatives prises dans leurs départements, comme celle du Printemps des Services publics place Stalingrad à Paris le 29 mai, qui a réuni plus de 500 participants, ou encore les débats de Tours, du Val-de-Marne ou de Rouen (entre autres).

Un constat unanime : il est plus facile de mobiliser les citoyens quand la défense des services publics est illustrée par un combat pour sauver un hôpital de proximité, un bureau de poste ou une gare ... Néanmoins, comme on a pu le vérifier à l'occasion de la votation citoyenne sur la Poste, on constate partout que nos concitoyens sont attachés aux services publics.

Malgré le débat sur les retraites qui mobilise l'énergie de nombreux militants intéressés aussi par la défense des services publics, l'objectif de tenir des Etats Généraux d'ici la fin de l'année 2010 a été maintenu.

Un calendrier précis avec établissement de quelques priorités va être envoyé à l'ensemble des participants.

Sans être repoussée, l'idée d'une manifestation pour appeler à la défense des services publics n'a pas été retenue dans l'immédiat. Il apparaît beaucoup plus sage de consolider ce qui est fait et de globaliser les initiatives de certains secteurs avant d'aller plus loin.

Au final, une journée riche en interventions qui appelle des suites.

Résistance Sociale y prendra toute sa part comme elle l'a fait avant et pendant le 29 mai à Paris et appelle ses adhérents et sympathisants à s'impliquer mais aussi à être à l'initiative d'actions pour la défense et la popularisation du combat qui est le sien depuis sa création.



Quelques militants sur notre stand à la journée des services publics du 29 mai à Paris

ACTUALITÉ SOCIALE

Communiqué commun CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA Appel à une nouvelle journée de mobilisation le 24 juin

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA se sont réunies le lundi 31 mai 2010 pour faire l'analyse de la journée de mobilisation du 27 mai pour l'emploi, les salaires et les retraites et pour envisager les suites.

Elles portent une appréciation positive sur la dynamique de mobilisation qui a rassemblé les salariés du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes alors que les annonces gouvernementales, notamment de reporter l'âge légal de départ en retraite, ont été faites 3 jours avant cette journée.

Les organisations syndicales rappellent que :

- la remise en cause de l'âge légal à 60 ans est inacceptable et injuste, en particulier elle fait porter les efforts sur les salariés qui ont commencé à travailler tôt et les travailleurs et travailleuses les plus précaires ;
- la reconnaissance de la pénibilité est incontournable et ne peut se concevoir à partir d'un examen médical ;
- la question des nouvelles ressources reste pleine et entière ;
- la situation de l'emploi se dégrade, notamment pour les jeunes et les seniors, nécessitant une autre politique de l'emploi.

Les orientations du gouvernement ignorent l'essentiel des exigences formulées par les organisations syndicales.

Le gouvernement, avec mépris, a affirmé vouloir maintenir le cap sans prendre en compte la mobilisation des salarié(e)s. Il écarte toute idée d'un véritable débat et distille son projet au fil de l'eau. C'est inacceptable.

Le gouvernement reste campé sur l'allongement de la durée de cotisations et le report de l'âge légal de départ à la retraite. Taxation des hauts revenus et des revenus du capital, harmonisation éventuelle entre le public et le privé... autant d'incertitudes et d'inquiétudes sur ses véritables intentions !

Rien n'est joué ! Le projet de loi devrait être présenté autour du 18 juin. L'intersyndicale se retrouvera régulièrement tout au long du processus qui court jusqu'à l'automne. Elle précisera ses analyses, continuera à faire connaître ses propositions et affinera ses mots d'ordre. Elle continuera à convaincre les salarié(e)s que leur intervention est indispensable.

Elles décident et appellent les salarié(e)s du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes à une nouvelle journée de mobilisation le 24 juin 2010.

Le 31 mai 2010

Résistance Sociale appelle bien sûr ses adhérents et sympathisants à participer à cette journée de grève et de manifestations et sera présente sur le parcours de la manifestation parisienne. Le CA de RESO.

*Journée
du
29 mars*



ACTUALITÉ SOCIALE

Réforme des retraites – communiqué de Résistance Sociale

La réforme des retraites s'inscrit dans le cadre des plans d'austérité européens pour revenir dans les critères du Pacte de stabilité. L'engagement d'économies de 50 mds € sur la fonction publique, les retraites, la Sécurité sociale, a été pris en janvier 2010 par le gouvernement français, donc *avant* la crise dite « grecque », qui sert de prétexte à l'accentuation de tous les reculs sociaux.

Cette politique, loin de résoudre la crise, ne peut que l'aggraver.

Nous condamnons la remise en cause du droit à partir en retraite à 60 ans, ET le report à 67 ans, ET l'allongement de durée de cotisation pour avoir droit au taux plein :

- Il y aura nouvelle baisse des retraites : plus de 4 millions de chômeurs, précaires... cherchent un vrai travail avec un vrai salaire. Qui peut croire qu'on pourra travailler jusqu'à 65, 67 ans pour parvenir à un taux plein ?

- En entraînant de nouvelles baisses des retraites le gouvernement ouvre la voie à l'expansion des fonds de pension. D'ailleurs sous le prétexte de renflouer le Fonds de Réserve des Retraites on parle de privatisations généralisées, dont la SNCF sous le coup d'une directive européenne.

L'objectif du gouvernement de retour à l'équilibre des retraites – qui impactera aussi les retraités actuels - **vaut aussi pour les autres branches de la Sécurité Sociale**. Les projets de réforme (le 100% pour les ALD - longues maladies - ...) existent déjà, mais se souvenant de 1995 le gouvernement essaie de contenir les mobilisations en étalant ses réformes

La fonction publique comme le privé est dans l'œil du cyclone : non seulement les effectifs baissent dans l'enseignement, l'hôpital... mais l'augmentation des cotisations va entraîner une baisse du pouvoir d'achat. En dénonçant le « déficit » des retraites de la fonction publique (alors qu'elles ne sont pas dans la Sécurité sociale), le gouvernement, les médias, amorcent le prochain « rendez vous », qui, comme pour les régimes spéciaux, peut être de nouveau anticipé.

Nous dénonçons la notion de pénibilité qui crée le précédent de lier le droit à la retraite à un handicap de 20 % (salarié « usé » !)

Le « trou » de la Sécurité sociale, des retraites, n'a rien d'une fatalité qui rendrait inévitable des sacrifices pour les salariés et retraités. Les progrès de la science et de la technologie, l'accroissement de la productivité, permettent de revenir sur les reculs opérés depuis 1993 et de satisfaire les besoins des retraités comme des actifs. Il faut simplement d'autres choix politiques, à commencer par l'emploi et les salaires.

Pour une riposte unitaire

Cette réforme est la 1^{ère} phase d'un plan d'austérité coordonné à l'échelle européenne, avec le soutien du FMI. Les partis de gauche, syndicats, associations, la majorité des salariés expriment leur refus de la réforme proposée. Elle est emblématique d'un choix de société. Il ne s'agit donc pas d'amender l'avant-projet de loi mais de le combattre.

**Comme pour le CPE , PRIVÉ-PUBLIC, ACTIFS-RETRAITÉS,
TOUS ENSEMBLE POUR LE RETRAIT DE LA RÉFORME**

COUP DE GUEULE

File l'oseille et ferme-la !

Par Antoine DUCROS

C'est bien connu : les chefs d'entreprise ne supportent pas que l'État se mêle de leurs affaires mais, tel un adolescent exigeant une rallonge d'argent de poche entre deux diatribes sur son autonomie totale, lui demandent sans vergogne, et très régulièrement, de cracher au bassin.

On l'a vu au moment de la crise financière il y a deux ans, lorsque les gouvernements réparèrent de toute urgence les bêtises des banques et fonds spéculatifs, à coups de chèques à dix ou douze zéros... ce qui n'a pas empêché à l'époque Laurence Parisot de demander à la puissance publique de se faire discrète ; elle fut d'ailleurs suivie par Nicolas Sarkozy, qui refusa que la République entre dans le capital des établissements qu'elle avait sauvés à grands frais.

On le voit aujourd'hui, où Laurent Wauquiez a expliqué récemment que le gouvernement envisage de supprimer les cotisations patronales pour tous les salariés de plus de soixante ans !!!

Ce genre d'annonce a au moins un mérite : montrer clairement que toute cette clique se fiche ouvertement de nous lorsqu'elle explique que la hausse de l'espérance de vie doit naturellement conduire à reculer l'âge de la retraite.

Car la mesure proposée a une signification très nette : nos dirigeants ont entériné la répugnance des entreprises à employer des salariés trop âgés, en dépit de leurs discours moralisateurs sur la nécessité de travailler davantage ; à plat ventre devant leurs caprices, ils leur suggèrent donc de le faire tout de même... mais

en offrant que l'État, qui réduit par ailleurs à tour de bras les effectifs dans les écoles ou les hôpitaux, subventionne ces postes dans le secteur marchand.

Bien sûr, que le patronat se débarrasse du « fardeau » des plus de cinquante-cinq ans en le faisant assumer par le contribuable n'est pas nouveau : voilà des années que le MEDEF, tout en réclamant haut et fort un passage à 43 ou 45 ans de cotisation pour avoir droit à une pension à taux plein, négocie plan de préretraite sur plan de préretraite aux frais de la princesse.

Mais si l'exonération évoquée est adoptée, on franchira une nouvelle étape. Qui devrait, comme pratiquement toutes les politiques de ce type, avoir surtout deux effets : un effet d'aubaine (les entreprises paieront moins de charges pour des salariés qu'elles auraient de toutes façons employés) et un effet de substitution (à choisir, elles recruteront un chômeur de 60 ans au lieu d'un chômeur de 55 ans). Le patronat aura, comme d'habitude, obtenu de la collectivité un cadeau fort onéreux sans la moindre contrepartie ni le moindre engagement réel, se contentant de codes d'éthique vaseux et autres « chartes de l'emploi des seniors », et poussant des cris d'orfraie à l'idée de toute législation visant à combattre par la contrainte cette sale manie qui consiste à pousser les quinquagénaires confirmés vers la sortie.

Bref, il aura, une fois de plus, sèchement jeté à la face de l'État « file l'oseille et ferme-la ! », et nos gouvernants auront, une fois de plus, servilement cédé à l'injonction.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

✂-----

NOM..... PRENOM :

ADRESSE :

Code postal:..... Ville : E-mail :

Tél : Portable :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)